

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrique / Océan Indien occidental (France) >
Françafrique : le changement, ce n'est pas maintenant !

Françafrique : le changement, ce n'est pas maintenant !

samedi 29 septembre 2012, par [MARTIAL Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 27 septembre 2012).

C'est donc sous le signe de l'amitié que François Hollande a reçu Blaise Compaoré président du Burkina Faso. Son haut fait d'arme fut de mener un coup d'état contre Thomas Sankara qui mit fin à une politique africaine indépendante des diktats de l'impérialisme français. Depuis il est devenu le VRP de la France en Afrique de l'Ouest. Cette visite fut précédée par celle d'Ali Bongo président du Gabon, élu grâce à une mascarade électorale « françafricaine ».

L'Élysée justifiait cette rencontre en expliquant qu'elle servait à défendre l'État de droit. Aussitôt rentré Bongo réprimait les manifestations de l'opposition et emprisonnait les dirigeants des étudiants en grève.

Le même argument est utilisé pour justifier la participation de Hollande au congrès de l'Organisation Internationale de la Francophonie à Kinshasa, capitale du Congo, où Kabila, lui aussi élu dans des conditions plus que douteuses, bâillonne la presse, fait enlever et assassiner les militants de l'opposition et de la société civile [1].

Ces rencontres indiquent que la politique africaine de Hollande reste dans la continuité de celle de Sarkozy. Le dossier malien, hélas, ne peut que conforter cette opinion. En effet, la France a poussé Boni Ayi, président de l'Union africaine, à demander le feu vert pour une intervention militaire au Conseil de sécurité de l'ONU. Jean Felix-Paganon, ambassadeur français au Sahel, a forcé la main au gouvernement malien pour avaliser cette demande à la CEDEAO, l'instance régionale des pays d'Afrique de l'Ouest. De son côté, Fabius fait pression sur le Tchad et la Mauritanie pour qu'ils participent à cette intervention. Dans cette perspective, l'armée française s'est positionnée en Mauritanie, au Burkina Faso et, bien sûr, au Mali et entraîne des troupes en Guinée.

Ces manœuvres françaises se cachent derrière la CEDEAO, présidée par Ouattara. Celui-ci doit son accession au pouvoir à l'intervention des troupes françaises en Côte d'Ivoire, dont le médiateur officiel n'est autre que Blaise Compaoré, même si son pedigree en tant qu'auteur de coup d'état, de soutien à Charles Taylor (condamné pour crime contre l'humanité) et de participation à la guerre civile en Côte d'Ivoire, le décrédibilise totalement.

L'entrevue de Compaoré avec Hollande s'est évidemment focalisée sur la situation au Mali. Après le putsch des hommes de rang de l'armée malienne, la politique de la France fut de remettre en selle, coûte que coûte, les anciens caciques corrompus du pouvoir, pourtant responsables de l'état dans lequel se trouve le pays. France et CEDEAO font tout pour obliger le gouvernement malien à accepter des troupes étrangères sur son sol, quitte à bloquer les livraisons de matériel militaire à l'armée malienne dans les ports du Sénégal et de Guinée.

Avant de rendre visite à ses deux autres amis, Sarkozy et Bolloré, peut-être Blaise Compaoré donnera-t-il quelques explications sur la fourniture des armes aux islamistes du MUJAO qui occupent le nord Mali. En effet ces armes ont transité, sans aucun problème, sur le territoire du... Burkina Faso !

Paul Martial

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 163 (27/09/12).

Notes

[1] Voir <http://www.afriquesenlutte.org>